

Le prix du lait bio est aspiré par le maelström conventionnel

En fait, le marché du lait bio pourrait être assez calme. La production diminue alors que la demande envoie des signes positifs. Et cependant les prix descendent quasiment en chute libre parce que le marché bio est exposé aux turbulences qui secouent le marché conventionnel. L'introduction des nouvelles mesures de régulation du secteur laitier devraient permettre de découpler le marché bio. Un beau défi pour Magda Blonkiewicz, la nouvelle product manager Lait de Bio Suisse.

Depuis l'abrogation du contingentement laitier entrée en vigueur au printemps passé, le marché du lait est tout sauf calme. Après avoir atteint des sommets en été 2008 – le prix payé aux producteurs de lait conventionnel avait atteint une moyenne de 85 centimes et celui du lait bio de 94 centimes –, les deux marchés sont en pleine dégringolade. En conventionnel il ne reste pas grand-chose de plus que 60 centimes par kilo de lait, et en bio le prix du lait se situe quelque part entre 72 et 76 centimes.

«L'évolution des prix depuis l'été 2008 montre clairement à quel point le prix du lait bio est encore couplé à celui du lait conventionnel», constate Magda Blonkiewicz, qui est depuis quelques mois la nouvelle product manager Lait et Œufs de Bio Suisse. «La très forte descente des prix du lait bio est surtout due au marché du lait conventionnel», explique cette spécialiste en économie d'entreprise d'origine polonaise.

Faiseurs de surplus réprouvés

La cause principale de l'effondrement des prix est indubitablement l'explosion quantitative de la production de lait conventionnel qui, après les sommets atteints

par les prix l'été passé et la libération des quantités qui a suivi, a ébranlé le marché et échauffé les esprits. Les transformateurs ont conclu avec les producteurs des contrats pour les excédents, le nombre de vaches a atteint des records, et les quelques mariolles qui ont vendu leurs contingents juste avant la fermeture des magasins ont utilisé le produit de la vente pour construire de nouvelles stabulations bien plus grandes que les anciennes, et ils déversent maintenant sur le marché deux à trois fois plus de lait qu'avant.

Ces faiseurs de surplus disent souvent dans les forums internet qu'on a toujours fait les meilleures expériences en faisant le contraire de ce que prônaient et conseillaient les Organisations et l'Office fédérale de l'agriculture. Il leur a donc paru malin de saisir la balle au bond et de développer encore plus la production laitière au lieu de la réduire. Un de ces producteurs-là écrit ainsi qu'avant il s'esquintait pour «200 000 ridicules kilos de lait» mais qu'aujourd'hui il en trait 450 000 et que ça commence enfin à en valoir la peine. «Espèce de traître» a tout de même été le commentaire le plus doux qu'il ait récolté pour ces quelques lignes.

C'est dans ce climat survolté que les mouvements protestataires comme Uniterre, le Big-M* et le Bäuerliches Zentrum Schweiz ont subi une véritable vague d'adhésions. Ces «organisations de la base» exigent un prix du lait «équitable», ce qui veut dire «90 à 95 centimes pour une entreprise de moyenne grandeur», comme l'explique Martin Haab de Mettmenstetten ZH, coprésident du Big-M. Il sait cependant bien que, si on veut pouvoir stabiliser le prix du lait, il faut pouvoir maîtriser les quantités produites. Et tous les autres acteurs du marché du lait le savent bien. La seule question

est de savoir comment ramener producteurs et transformateurs à assez de raison pour qu'ils placent l'intérêt général au-dessus de leurs intérêts personnels. – Le mieux sera bel et bien de faire intervenir le Conseil fédéral.

Un si beau nouveau système commercial

La branche est unanime au moins sur un point: si le gouvernement de ce pays s'est débarrassé de la gestion des quantités en abrogeant le contingentement laitier, il doit au moins faire en sorte que les mesures négociées par les producteurs et les transformateurs pour maîtriser les quantités de lait soient obligatoires pour tous. Les Organisations se chamaillent sur la question non insignifiante de savoir quelles sont exactement les mesures de régulation qui doivent devenir contraignantes.

Après avoir vainement tenté pendant une année d'aboutir à des solutions, la Fédération des producteurs PSL et les acheteurs de lait ont appelé cet été l'Union Suisse des Paysans à la rescousse et ont porté l'Interprofession du lait (IP Lait) sur les fonts baptismaux. Un compromis a pu être trouvé sous la présidence de Hansjörg Walter: une nouvelle variante de l'idée de dissociation du marché qui stipule que la quantité de lait contractuel doit être prise en charge à un prix de référence trimestriel, tandis que les quantités qui dépassent les besoins estimés sont mises en bourse. Ce système commercial prévoit des mesures d'allègement en cas de besoin: dès que la bourse descend en-dessous d'un prix seuil, le lait doit être mis sur le marché mondial pour sortir de l'UE, le but étant d'exclure toute possibilité de réimportation.

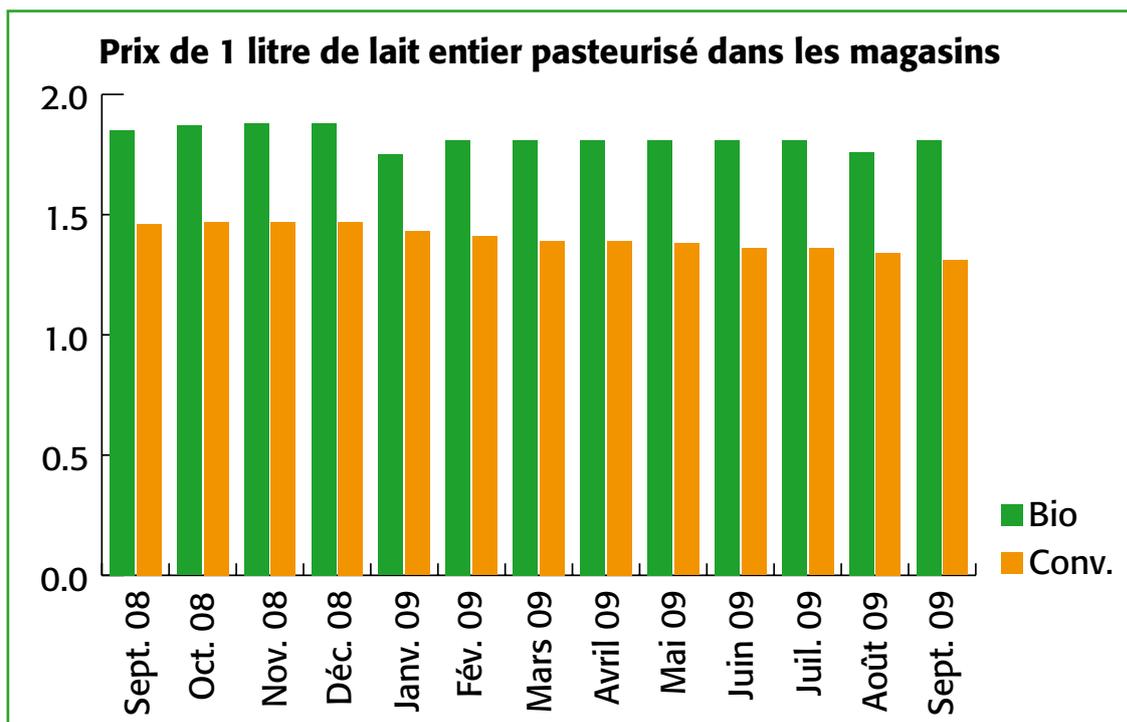
Si tout marche comme prévu, l'assemblée générale de l'IP Lait proposera ce modèle commercial au Conseil fédéral pour que la branche puisse remettre les faiseurs de surplus à leur place.

Photo: Thomas Afföldi



Magda Blonkiewicz.

* Big-M: «Bäuerliche Interessengruppe für Marktkampf», appellation qui signifie en français *Groupe paysan d'intérêts pour la lutte pour des prix équitables*.



Pourtant, même cette solution suscite de sévères critiques de la part du Big-M: selon lui, les dispositions qui définissent exactement quel lait finit en bourse sont formulées de manière beaucoup trop floue. On y trouve que les excédents tout récemment créés par les faiseurs de surplus seraient plus fortement réduits, mais cela ne suffit pas au Big-M, qui trouve que n'est que du blabla. Cette organisation critique aussi haineusement l'intervention du Conseil fédéral, qui a débloqué à fin octobre 32,5 millions de francs pour l'allègement du marché du lait en diminuant la montagne de beurre et en exportant des vaches (Bruxelles sera content), car, selon lui, ces mesures ne profiteront qu'aux transformateurs et pas aux paysans.

La chute des prix du lait bio n'a donc rien à voir avec d'éventuels surplus sur le marché bio, explique Urs Brändli, le président de la Commission technique (CT) Lait de Bio Suisse: «Les prix sont trop bas bien nous ayons réussi à maîtriser les quantités en jeu sur le marché du lait bio.» L'évolution des quantités va même dans le sens contraire du marché conventionnel, puisque la quantité de lait bio a diminué de 3,9 pour-cent – parce que quelques producteurs bio ont arrêté la production laitière pour des raisons économiques, et à cause du renforcement des directives d'affouragement. La demande est stable, et on voit même poindre à l'horizon une inversion de tendance vers son augmentation. Urs Brändli est donc convaincu que «le prix du lait bio devrait en fait être supérieur à 80 centimes», mais il sait bien qu'il

faudra trouver des solutions spécifiques pour le marché bio.

Le couplage des marchés

Le fait que le marché bio fonctionne autrement n'est cependant accepté ni par l'IP Lait ni par les organisations paysannes activistes. La branche se contente de mettre tout le lait dans la même boîlle et d'honorer le lait bio d'un supplément de prix de 10 à 15 centimes.

Même Martin Haab est convaincu que «Le prix du lait bio ne peut pas être découplé de celui du lait conventionnel» – parce que du lait c'est du lait – et qu'il faut diminuer la quantité de manière globale.

La situation est cependant toute différente dans les magasins. Dans les grandes lignes, le découplage des marchés y est déjà une réalité.

Les consommateurs ont en effet payé en septembre 2008 en moyenne 1,46 franc par litre de lait entier pasteurisé conventionnel et 1,85 pour le lait bio. Donc une différence de 39 centimes. Une année plus tard, en septembre 2009, le lait conventionnel coûtait 1,31 et le lait bio 1,81, différence 50 centimes.

Où est le seuil de la douleur?

Magda Blonkiewicz observe soigneusement ces évolutions des prix et en discute avec les partenaires commerciaux. «Nous ne savons pas où se situe le seuil de la douleur pour les consommateurs», dit-elle. Le commerce de détail craint qu'une trop grande différence de prix se répercute négativement sur les ventes, mais personne

ne peut dire exactement jusqu'où la paire de ciseaux peut s'ouvrir.

Magda Blonkiewicz lutte donc sur deux fronts en collaboration avec la CT Lait pour obtenir l'indépendance du marché bio et son découplage des grandes masses: il faut d'une part faire comprendre aux acheteurs que le marché bio suit d'autres lois et que les producteurs de lait bio – entre autres à cause des plus strictes restrictions imposées par les directives bio – sont des partenaires commerciaux solides et fiables, et sur le front de vente il s'agit de bien présenter les plus-values du lait bio pour justifier son prix plus élevé.

On ne sait en outre pas encore quelle place le lait bio déclassé est censé trouver dans le nouveau système commercial de l'IP Lait qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier. Vu qu'il est difficile de conclure des contrats annuels pour le déclassement des surplus saisonniers, il se dit que la totalité du lait bio déclassé devrait être mise en bourse et y être traitée de la même manière que les surplus conventionnels – et cela bien que la quantité de lait bio ait diminué. Il faut bien sûr s'écarter de ce genre de dérapages et obtenir que ce lait bio soit inclus dans la quantité contractuelle. Magda Blonkiewicz s'active aussi sur ce point. Un groupe de travail pour le lait bio va être créé au sein de l'IP Lait, où il sera chargé des affaires du lait bio – et de son découplage. La première séance se déroulera au début décembre. La nouvelle product manager relève volontiers ce défi avec la pointe d'optimisme qui la caractérise.

Alfred Schädli